



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quinze le 7 avril, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 1 avril 2015, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme FLORENTIN, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. GABARD, Mme HOLGADO, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. CASTETS, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etait excusé et représenté par pouvoir:

M. LIMINIANA à Mme QUERAL

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. ELIAS est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 26

Conseillers votants : 27

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

10 – DELEGATION DE SERVICE PUBLIC : EXPLOITATION DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT - AVENANT N° 5

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Par délibération du 22 décembre 2000, le conseil municipal a autorisé Monsieur le Maire à signer le contrat de délégation de service public pour l'exploitation de l'assainissement avec la société SUEZ LYONNAISE DES EAUX.

Par délibération du 21 mai 2002, le conseil municipal a autorisé Monsieur le Maire à signer l'avenant n°1 dont l'objet était de clarifier les travaux à la charge du délégataire, de remplacer un indice utilisé dans le calcul de l'actualisation et de modifier la rémunération du délégataire (frais de contrôle du service intégrés dans la part communale).

Par délibération du 24 février 2004, le conseil municipal a autorisé Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 2 ayant pour objet la restitution à l'usager du dépôt de garantie.

Par délibération du 5 juillet 2004, le conseil municipal a autorisé Monsieur le Maire à signer l'avenant n°3 dont l'objet était de modifier un indice utilisé dans la formule d'actualisation. Par délibération du 12 mai 2005, le conseil municipal a annulé l'avenant n° 3.

Par délibération du 18 novembre 2008, le conseil municipal a autorisé Monsieur le Maire à signer l'avenant n°3 dont l'objet était de donner au délégataire la possibilité de valoriser 50% de la production annuelle de boues par voie de compostage. En contrepartie de ce coût l'entretien des espaces verts situés dans le périmètre de la station d'épuration est assuré par la collectivité. La rédaction d'un rapport mensuel par le délégataire est remplacée par des réunions mensuelles (et ponctuelles en fonction des événements ayant une conséquence sur le transport et le traitement des effluents).

Par délibération du 25 mai 2010, le conseil municipal a autorisé Monsieur le Maire à signer l'avenant n°4 intégrant les tranches tarifaires suivantes :

Tranche tarifaire annuelle	Montant du m ³ assujetti (valeur au 01/07/2000)
De 0 m ³ à 50 m ³ / an	0,510 € HT/ m ³
De 51 m ³ à 150 m ³ / an	0,542 € HT/ m ³
Au-delà de 150 m ³ / an	0,688 € HT/ m ³

Il avait aussi pour objet d'abroger et remplacer le point 7 de l'article 40 du cahier des charges :

« En cas de variation de plus ou moins 3 % du volume global d'eau servant d'assiette à la redevance d'assainissement calculé par référence à la valeur de base prise en compte lors de l'établissement de l'affermage. Soit 225 000 m³ par an avec une croissance de 1 % par an ».

En application de l'article 30 du contrat de délégation, les nouveaux ouvrages réalisés pendant la durée du contrat font partie intégrante du service. Cette mise à jour s'effectue par la rédaction d'un avenant.

Il convient donc d'intégrer, par un avenant n° 5 le patrimoine suivant soit les postes de relevage des eaux usées :

- Cité Touvent
- La Croisette
- Monteil
- Sainte Luce
- Les Cônes.

En application de l'article 40 du contrat, la rémunération du délégataire est révisable dans le cas d'une modification substantielle des ouvrages dont la mise en service de stations de relèvement.

La Lyonnaise des Eaux a estimé la prise en charge de ces ouvrages à 12 500 € HT. Néanmoins, compte tenu du terme du contrat au 31 décembre 2015, il est décidé de ne pas impacter le tarif à l'usager.

Il est donc demandé au Conseil Municipal d'autoriser M le Maire à signer cet avenant n° 5.

La commission n°6 (Equipement- Patrimoine-voirie-assainissement-cadre De Vie Et Qualité De Vie Et Le Handicap) s'est réunie le 30 mars 2015 et a émis un avis favorable .

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 30 mars 2015 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 15/04/15
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20150407-20281-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

